

GUIPAVAS AVENIR (F. JACOB)

Depuis plusieurs décennies, des études en vue d'une urbanisation massive ont été diligentées par Brest Métropole sur le secteur de Coataudon-Kermeur-Le Rody. Dans le cadre de l'élaboration d'un plan guide 2040, les projets ont été drastiquement revus à la baisse par les élus et c'est heureux. Des corridors écologiques entre le Costour et le Stangalar ont été sanctuarisés, il ne reste donc plus qu'une bande de terres constructibles en frange du quartier de Coataudon avec les accès routiers déjà en attente. Dans le cadre du projet de salle de sport, plusieurs réunions de concertations ont eu lieu avec les associations, les écoles, l'assemblée de quartier (dont des représentants de riverains). Le seul foncier disponible et accessible à pied des écoles et des lieux de vie reste la parcelle BA5 près du Stangalar. De plus, l'étude environnementale réalisée démontre un impact faible. D'un point de

vue fonctionnel, une salle de sport à cet endroit est une chance et permet de ne pas privatiser les abords du Stangalar mais de les rendre accessibles à tous. La collectivité a obligation de lancer un concours d'architecte, un cahier des charges très contraignant a été établi pour cette étape. L'équipe municipale a prévu de rencontrer les riverains à l'issue de ce concours, lorsque les premiers plans de principes seront disponibles. Lors d'un vote sur la modification du PLU en conseil communautaire, et suite aux interpellations d'associations environnementales notamment, ce projet, très important pour le quartier a dû être reporté, afin de ne pas perturber les autres sujets sur les 8 communes de la Métropole. Nos enfants et nos familles attendront... L'équipe majoritaire Guipavas Avenir vous souhaite d'agréables fêtes de fin d'année.

----- GROUPE MAJORITAIRE • guipavasavenir29490@gmail.com -----

INITIATIVE CITOYENNE POUR GUIPAVAS (C. LE ROY)

UN MAIRE NE DEVRAIT PAS DIRE ÇA

Le maire de Guipavas va devoir revoir son projet de salle de sport à Coataudon.

Petit retour en arrière. Vendredi 10 octobre, une modification du plan local d'urbanisme était soumise au vote lors du conseil de métropole. Elle comportait plusieurs mesures concernant différentes communes. Sur Guipavas, l'ouverture à l'urbanisation de la parcelle B5 (qui doit accueillir la salle de sport) n'y figure finalement pas, la métropole ayant préféré retirer ce point suite à la réserve émise par le commissaire enquêteur à l'issue de l'enquête publique. La maintenir aurait en effet fragilisé juridiquement l'ensemble de la délibération. Sur le fond, cela entraîne de fait un report du projet. Si nous le regrettons, nous estimons que c'est désormais l'occasion de mettre toutes

les parties prenantes autour de la table pour aboutir à un projet qui fasse consensus.

Contraint d'accepter de revoir sa copie, notamment sur les volets de la concertation et des études environnementales, le Maire ne s'arrête pourtant pas là. En plein conseil de métropole, il s'en prend vivement aux opposants de son projet - qui se sont notamment exprimés lors de l'enquête publique - en les traitant de « poignée d'individus nombrilistes et extrémistes qui pourrissent la vie de milliers d'habitants ». Un maire ne devrait pas dire ça. Un maire devrait savoir accepter l'échange et la contradiction. Et parfois se remettre en cause. Dans l'intérêt général.

www.icipourguip.bzh • www.facebook.com/ICIpourGuip • www.twitter.com/@icipourguip

----- GROUPE MINORITAIRE • icipourguip@gmail.com -----

GUIPAVAS PASSIONNEMENT (I. BALEM)

RATER LE COCHE !

Alors que les élections municipales se profilent à l'horizon, la démocratie demande à être respectée et écoutée: 83% des Français estiment essentiel de rendre publics et d'assurer la transparence des débats avant la prise de décision.

Le projet guipavasien d'équipement sportif de Kervillerm, retoqué lors du vote des modifications n°9 du PLU à Brest métropole (BM) le 10 octobre dernier, en atteste.

En effet, l'enquête publique menée sur ces modifications est le parfait exemple de la démocratie participative et ceux qui ont formulé des avis ont simplement fait usage de leur droit de citoyen. Dans ses conclusions, le commissaire enquêteur a émis une réserve sur le « projet Kervillerm » et demandé de le différer. Au conseil municipal

fin septembre, le maire de Guipavas prétendait que le commissaire avait « mal analysé » le projet ! Les élus à la métropole n'ont pas été de cet avis et, désavoué, le maire a vu son « projet Kervillerm » être enlevé par BM pour ne pas compromettre les autres projets des dites modifications du PLU. Pourtant, que de mises en garde faites par les élus minoritaires au conseil municipal de Guipavas sur ce projet, certes nécessaire, mais mal ficelé et mené avec précipitation ! Voilà bien ce qui s'appelle « rater le coche » !

En espérant que la situation politique française qui, elle aussi, connaît une dramatique crise démocratique s'améliore, nous vous souhaitons une fin d'année 2025 sereine et formulons le vœu que la joie de Noël illumine vos jours.

----- GROUPE MINORITAIRE • guipavas.passionnement@gmail.com -----

UNION POUR GUIPAVAS (E. MORUCCI)

Les effets de la crise politique vont-ils se faire ressentir sur les élections municipales ? S'il devait y avoir une législative anticipée cela s'avèrerait une réalité. Il est vrai que notre ville n'a pas besoin d'achoppements nouveaux. Nous avons eu notre lot d'invectives animées depuis le début du mandat (les groupes se disent sans étiquette). Les propos péjoratifs ont été légions. Récemment encore le maire qualifiait de « nombrilistes et extrémistes » des habitants de notre ville qui exprimaient un avis différent du sien au sujet de Kervillerm et du stade du Frouven. Un adjoint qualifiait, il y a peu, les élus des groupes minoritaires de « gens du bout de la table ». Des termes lourds qui fracturent l'unité de nos concitoyens. Tout cela n'est pas

utile et un maire doit avoir des propos modérés car sa responsabilité est de rassembler et de rechercher la concorde par l'intérêt commun. Les tensions entre économie et écologie, politique et participation citoyenne, urbanisme, mobilités et scolarité, les questions sociales nécessitent une prise en compte globale et apaisée. Les projets d'importance doivent faire l'objet de vrais débats. Le centre-ville est un exemple de la contestation des habitants et commerçants. Parfois il faut savoir revoir et modifier afin d'obtenir l'agrément du plus grand nombre. L'intérêt commun est à ce prix. Il faut aussi savoir résoudre les petites questions du quotidien. L'invective n'a que peu de chose à voir avec la réalisation de projets locaux.

----- GROUPE MINORITAIRE • emmanuel.morucci@mairie-guipavas.fr -----